

La recherche en histoire mondiale du travail et de l'économie

→ REPÈRES STRATÉGIQUES POUR UNE VEILLE INTELLECTUELLE

TITIA VAN DER WERF-DAVELAAR
twe@iisg.nl

Titia van der Werf-Davelaar est directrice des collections et des services de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Titulaire d'une maîtrise en histoire, elle a exercé auparavant à la Bibliothèque nationale des Pays-Bas et comme responsable de la bibliothèque du Centre d'études africaines de Leyde. Elle a publié des études dans D-Lib Magazine, notamment sur la conservation des publications électroniques.

L'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (l'IISH) est une des plus importantes institutions mondiales de recherche et de documentation sur l'histoire sociale en général et celle du mouvement ouvrier en particulier. Traditionnellement, les activités de recherche de l'IISH sont étroitement associées au développement de ses fonds documentaires. Cette proximité longtemps attestée par l'étude et la publication de sources d'archives a été maintenue même après la création d'un département de recherche à part entière.

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'IISH a simultanément entrepris de revoir les principes du développement de ses fonds documentaires et de réorienter son programme de recherche en fonction d'une approche plus mondiale, moins eurocentrée que par le passé. En sus d'ouvrir les collections à la Turquie et au Proche-Orient, cette politique a élargi les recherches au « tiers-monde », notamment aux pays d'Asie du Sud et du Sud-Est. En témoigne l'ouverture du bureau de l'IISH à Bangkok, qui facilite les enquêtes de terrain effectuées dans les pays voisins pour identifier des fonds d'archives privés et souligne sur place l'intérêt que présentent le recueil et la conservation de ces documents. Ce bureau permet également de construire des réseaux fiables.

À l'Institut international d'Amsterdam, les recherches sont aujourd'hui axées sur l'histoire mondiale du travail et de l'économie, et il est prévu de développer considérablement les sources de données nécessaires aux études comparatives. Cela suppose de recueillir le maximum de données quantitatives et qualitatives sur la population active dans le monde, le coût du travail, les statistiques démographiques, les mouvements migratoires, etc. Autant d'informations à aller chercher dans des sources historiques conservées dans les centres d'archives et de documentation du monde entier. Un projet poursuivi en parallèle concerne la constitution d'une collection virtuelle sur l'histoire du travail : ici, il s'agit moins de collecter des documents que de travailler en coopération et en coordination avec les organismes possédant des collections intéressantes. Enfin, grâce à la numérisation de masse et à l'archivage numérique des collections, les chercheurs disposent aujourd'hui de services web partout disponibles. Tous ces progrès révolutionnent les méthodes artisanales jusqu'alors appliquées à l'histoire du travail. Je me propose dans cet article de revenir sur ces nouveaux développements auxquels l'IISH entend bien s'adapter au cours des prochaines années.

La démultiplication des sources de données

C'est dans les années 1990 que l'intensification de la collaboration internationale entre historiens, l'ampleur prise par l'histoire des migrations et le développement de l'historiographie des mouvements ouvriers en Afrique, en Asie et

en Amérique latine ont révélé combien l'histoire économique et sociale avait jusque-là privilégié la situation des pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Le processus de réorientation engagé depuis par le département de recherche de l'IISH vise à prendre en compte « l'histoire mondiale du travail et de l'économie ». Fondée sur la comparaison d'époques et d'espaces géographiques différents, l'approche retenue cible à la fois les grandes évolutions et les modes de vie spécifiques des travailleurs et de leurs familles.

État-nation et société mondialisée

Dans un article qui trace justement le cadre de cette méthodologie, Marcel van der Linden souligne combien il est important de définir au préalable les objets et les niveaux d'analyse¹. Il illustre ce point en opposant l'État-nation à la société mondialisée en tant qu'objet d'analyse : cette dernière, dit-il, est « une entité mondiale où, en raison des migrations, de la circulation des marchandises, des guerres, etc., des gens vivant dans des régions différentes sont en contact les uns avec les autres. [...] À l'intérieur de cette société mondialisée, chaque État-nation cherche à intégrer les habitants de son propre territoire au système qui lui est propre ». Van der Linden énumère ensuite les quatre types d'analyse qui caractérisent l'histoire mondiale : 1) sur la base d'observations comparatives, les chercheurs s'efforcent d'établir une classification, une typologie ou une taxinomie des cas, et d'avancer ensuite des hypothèses pour rendre compte des liens de causalité éventuels ; 2) ils vérifient les comparaisons afin de valider ou d'infirmer hypothèses, typologies, etc. ; 3) ils étudient les interactions pour préciser comment des facteurs cachés peuvent influencer de la même façon sur deux cas ou plus ; et 4) ils croisent les résultats de ces deux procédures (vérification des comparaisons et étude des interactions) en donnant une description causale qui vise à exposer les liens entre les évolutions observées dans différents pays ou différentes régions du monde.

Des passerelles pour la recherche

Van der Linden estime tout aussi indispensable de renouveler les concepts et les interrogations de la recherche. Dans un rapport plus récent, il précise d'ailleurs que le renouvellement doit également porter sur les outils et les formes organisationnelles. En effet, la recherche ainsi redéfinie exige « d'une part, le recueil d'un maximum de données quantitatives et qualitatives sur des thèmes tels que la structure de la population active mondiale, les salaires réels, les développements démographiques et les mouvements ouvriers ; de l'autre, la mise au point de techniques permettant de comparer des données recueillies dans des contextes différents ». La compilation de jeux de données suffisamment complets pour autoriser des comparaisons internationales nécessite un ef-

fort de recherche transnational, appuyé sur la coopération la plus large possible.

À peu près à la même époque, lors des rencontres de l'Association internationale d'histoire économique organisées en 2002 à Buenos Aires, Jan Luiten van Zanden a proposé de construire des passerelles pour l'échange de données dans les réseaux de la recherche économique et sociale². Il présente ces passerelles comme des fonctions conçues en vue de la collecte, du stockage, de la diffusion et de la conservation des jeux de données historiques, et recommande d'investir aussi bien dans la standardisation de ces jeux de données à des fins de comparaison, que dans l'infrastructure technique nécessaire à l'archivage et à la consultation des données. Le recueil et l'analyse de ces dernières exigeant une collaboration intensive, il faut de plus prévoir des liens entre les « laboratoires de recherche » et les passerelles d'entrée de données. Ce type d'infrastructure présenterait l'avantage de faciliter à l'avenir la recherche comparative internationale, et, sur un plan plus général, d'assurer la continuité avec les travaux déjà effectués, ce qui stimulerait le processus scientifique de l'historiographie³.

Les passerelles pourraient concerner des domaines de recherche bien précis, par exemple l'histoire mondiale des prix et des revenus⁴, ou celle des comptes nationaux⁵, mais chaque projet de recherche pourrait aussi englober tout un réseau de passerelles. La projection, sur ce cadre, des futurs desiderata de la recherche, montre qu'il faudrait relier le réseau de passerelles aux entrepôts de données accessibles en direct, constitués par les instituts de statistiques nationales et par des organisations internationales comme la Banque mondiale, l'Organisation internationale du travail ou l'OCDE. La mise au point des outils et des infrastructures que réclame l'histoire mondiale du travail et de l'économie répond aussi à des arguments commerciaux⁶. En

2. Table ronde 1, « Towards a worldwide infrastructure for economic-historical research » (www.uni-tuebingen.de/ieha/roundtable2002.html). Tine De Moor et Jan Luiten van Zanden traitent plus longuement de ces passerelles et des laboratoires (ou collègues virtuels) à mettre en place pour l'histoire mondiale dans un article à paraître. Il en existe une première version intitulée « Do ut des. Collaboratories as a "new" method for scholarly communication and cooperation for global and world history » (www.iisg.nl/publications/do-ut-des.pdf).

3. « La création d'une base de données est souvent la partie d'un projet qui requiert le plus de ressources humaines, explique van Zanden, et sa qualité détermine dans une large mesure la qualité du résultat. Or, une fois les résultats d'un projet de recherche publiés, la plupart des bases de données ne sont plus guère entretenues et deviennent la propriété exclusive de leurs concepteurs. » (www.uni-tuebingen.de/ieha/roundtable2002.html).

4. L'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam a conçu une passerelle Histoire des prix et des salaires (www.iisg.nl/hpw), autour de laquelle s'est développé le laboratoire « groupe sur l'histoire des prix et des revenus mondiaux ». Cette initiative vise à rassembler des jeux de données sur l'histoire mondiale des prix et des revenus du ^{XIII}e siècle à nos jours.

5. Rattaché à l'université néerlandaise de Groningen, le centre Croissance et développement est une institution internationalement reconnue, spécialisée dans l'étude des comptes nationaux (historiques).

6. Il ne s'agit pas ici d'un argument commercial, dans le sens qu'il y aurait des possibilités de faire des gains ou des profits commerciaux. Mais il est clair qu'il y a une demande du côté des chercheurs, donc il y a un bon argument pour développer des outils.

1. Marcel van der Linden, *Globalizing Labour Historiography : The IISH Approach*, Amsterdam, IISH, 2002.



2007, l'Académie royale des Arts et des Sciences des Pays-Bas a accordé à l'IISH une subvention qui lui permettra de poser les bases d'une infrastructure baptisée « Passerelles mondiales pour l'histoire mondiale ». Ce travail d'ores et déjà entamé suppose notamment de transformer six bases de données existantes⁷ en réseau de passerelles et de laboratoires.

L'index des ressources sur l'histoire du travail

L'IISH, l'un des plus gros centres de documentation des Pays-Bas, a naturellement pour vocation de recevoir les archives personnelles relatives à l'histoire du travail et aux mouvements sociaux contemporains. Ses collections d'histoire sociale et économique comptent parmi les plus importantes du monde.

D'abord essentiellement axée sur les relations industrielles et les mouvements ouvriers, sa politique d'acquisition s'est peu à peu élargie, aussi bien sur le fond, avec la prise en compte de nouveaux mouvements sociaux et d'ONG particulières, que sur le plan géographique, avec l'acquisition de fonds documentaires constitués en Turquie, au Proche-Orient, en Asie du Sud et du Sud-Est. Parallèlement, les domaines classiques des collections de l'IISH réclament moins d'investissement en temps et en travail, puisque les grands fonds d'archives européens du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle sont pratiquement au complet, et que, de plus, les tâches liées à leur conservation et à leur administration sont aujourd'hui réparties entre plusieurs institutions européennes et russes.

Dans le même esprit que la réorientation du département recherche, la politique d'acquisition va donc se rééquilibrer en faveur des sources primaires du contexte international. Quant aux sources secondaires, désormais accessibles en ligne grâce aux éditeurs des revues scientifiques électroniques et des archives ouvertes, soigneusement conservées qui plus est dans les bibliothèques de dépôt légal, il devient superflu de les intégrer aux collections de l'Institut sous leur forme matérielle tangible. L'IISH se propose en conséquence de constituer une collection virtuelle sur l'histoire mondiale du travail, en s'associant à des organisations du réseau IALHI (International Association of Labour History Associations)⁸. Dans ce cadre, il a lancé un projet d'Index de l'histoire du travail. Les publics visés sont tout particulièrement les historiens du mouvement ouvrier et des sciences sociales, et, au-delà, tous ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale.

En septembre 2007, l'IISH a présenté sa nouvelle plate-forme de recherche⁹. Dotée d'une fonctionnalité similaire à celle de Google, elle permet des recherches intégrées dans neuf types de collection différents. L'intégration de données structurées et non structurées à l'étape de la recherche permet de trouver les informations voulues dans les collections de documents et les jeux de données qui leur sont associés. Cette combinaison efficace présente un intérêt évident pour les historiens, qui doivent pouvoir remonter à la source des jeux de données et consulter la documentation en rapport.

Dès l'an prochain, cette plate-forme de recherche sera implémentée pour l'Index de l'histoire du travail, et il sera possible de consulter en ligne l'ensemble des collections pertinentes, physiquement conservées en différents points du globe. Une version pilote de l'Index¹⁰ permet déjà d'effectuer ces recherches dans les fonds d'institutions associées localisées à Gand, Stockholm, Bonn, Paris, Milan, Amsterdam, Manchester, Edimbourg et Zurich¹¹.

Un dépôt d'archives numériques fiable et sécurisé

Si les progrès de la numérisation obligent les bibliothèques et les archives nationales à endosser de nouvelles responsabilités, des sociétés commerciales comme Amazon et Google empiètent aujourd'hui sur ce qui était autrefois le domaine réservé des bibliothèques. Depuis quelque temps, un nombre relativement restreint de sociétés privées et publiques disposant de ressources considérables et des compétences nécessaires a, semble-t-il, décidé de sauvegarder ce qui se publie sur le web et de numériser les documents du patrimoine culturel. Des bibliothèques universitaires créent des dépôts institutionnels pour archiver la production scientifique de leurs usagers, et elles s'efforcent de peser sur l'évolution de la communication savante et d'encourager le libre accès.

Bien que les thématiques propres à l'histoire sociale ou économique n'entrent pas en jeu dans ces programmes à l'échelle nationale ou européenne, on peut à bon droit soutenir, au vu de leur ampleur, que la recherche en histoire économique et sociale y trouvera quantité de documents intéressants au premier chef. Il est certes trop tôt pour évaluer ce que donneront ces efforts, mais il est probable qu'à terme ils permettront à l'IISH de délaissier dans une certaine mesure les documents secondaires au profit de docu-

7. Ces six bases de données concernent : 1) les prix et les salaires (www.iisg.nl/hpw) ; 2) l'histoire du travail (<http://historyofwork.iisg.nl>) ; 3) les corporations professionnelles ; 4) les syndicats ; 5) les grèves ; et 6) le cas historique des Pays-Bas (www.iisg.nl/~hsn).

8. L'IALHI regroupe des bibliothèques, des centres d'archives et des centres de documentation, des musées et des instituts de recherche spécialisés dans l'histoire du mouvement ouvrier (www.ialhi.org).

9. <http://search.iisg.nl/search/search?action=transform&xsl=home.xsl&lang=en>

10. <http://search.labourhistory.net>

11. AMSAB Instituut voor Sociale Geschiedenis à Gand ; Arbetarrörelsens Arkiv och Bibliotek à Stockholm ; Archiv und Bibliothek der sozialen Demokratie à Bonn ; Bibliothèque de documentation internationale contemporaine à Paris ; Fondazione Giangiacomo Feltrinelli à Milan ; International Institute of Social History à Amsterdam ; John Rylands University Library et Labour History Archive and Study Center à Manchester ; National Library of Scotland à Edimbourg ; Schweizerisches Sozialarchiv à Zurich.



Retour des archives du SDAP (Parti social-démocrate des ouvriers), 1956.
Photo coll. IISH

ments primaires importants dont la conservation ne serait pas assurée par les canaux « officiels ».

Formulées par Jaap Kloosterman, le directeur de l'IISH, ces observations qui figurent dans le programme-cadre 2007-2010 devraient nourrir les débats sur les orientations de la politique de développement des collections de l'Institut. S'il a été créé en 1935 à Amsterdam, ce fut, entre autres et surtout, pour préserver la mémoire culturelle du mouvement ouvrier, gravement menacée par l'établissement de régimes dictatoriaux en Europe. Cette mission de sauvetage poursuivie dans la durée a gagné en substance à plusieurs égards. En préservant l'héritage idéologique des mouvements d'opposition et des intellectuels dissidents, en sauvegardant les textes, les images, les enregistrements sonores des protestataires, l'IISH offre à la recherche historique une valeur ajoutée considérable. Les voix protestataires viennent tout à la fois compléter, interroger, corriger les versions officielles largement dominantes, de par leur volume et leur influence intellectuelle, dans les archives gouvernementales. Le sauvetage documentaire concerne essentiellement des sources primaires, y compris des témoignages de l'histoire orale et des sources internet. Pour préserver au mieux ces originaux, il faut prêter une attention particulière aux points sensibles de leur contenu et au contexte sociopolitique dans lequel ils ont été produits, surtout s'agissant des documents numériques qu'il est si facile de modifier, dupliquer et disséminer.

Le TDR

Ces considérations ont amené l'IISH à travailler à la conception d'un dépôt numérique fiable et sécurisé, le TDR (Trusted Digital Repository), construit autour d'une armature de règles, de méthodes, de procédures et de systèmes spécifiquement appropriés à la conservation des collections numériques. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le sens des mots « fiable et sécurisé » : de même que le concept de contrôle qualité sert de critère de prévisibilité (Burger King !), de même le concept de système fiable et sécurisé est un critère de responsabilité¹². La notion de responsabilité prend cependant tout son sens pour les archives publiques et les bibliothèques de dépôt, dont la mission est définie par la loi.

La situation est différente en ce qui concerne les centres d'archives comme l'IISH, qui n'ont pas les mêmes obligations légales. Pour mériter la confiance des particuliers et des organismes publics ou privés, les institutions de ce type doivent construire et entretenir des réseaux de relations fiables, au sens moral du terme. Les critères qu'elles doivent respecter pour être reconnues « dignes de confiance » ne sont donc pas non plus tout à fait les mêmes. Ce point est clairement apparu en août 2007, à l'occasion d'un audit effectué au moyen de la nouvelle procédure Drambora¹³.

Archéologie numérique

Un des critères de confiance défini dans ce cadre est de n'accepter dans le dépôt numérique que des formats de fichier susceptibles d'être présentés à l'utilisateur final¹⁴ sous une forme immédiatement accessible (par la vision, la lecture, l'ouïe, le contact).

L'IISH est dans l'impossibilité de satisfaire cette exigence, puisque les archives privées peuvent contenir à peu près tous les formats de fichier imaginables et que l'Institut ne peut ni refuser des formats particuliers ni entretenir un musée de l'informatique. L'archéologie numérique de demain fait donc partie des facteurs à prendre en compte.

Vu dans une perspective d'historien, un des principaux critères pour juger de la fiabilité d'un dépôt numérique tient à la traçabilité des sources numériques authentiques

12. Les méthodes d'évaluation, d'audit et de certification des infrastructures des dépôts numériques sont détaillées, selon des angles d'approche complémentaires, dans : *The Trustworthy Repository Audit and Certification (Trac) Criteria and Checklist* (mis à jour par le Bureau des bibliothèques de recherche des États-Unis), le *Catalogue de critères du projet Nestor*, et la *Digital Repository Audit Method Based on Risk Assessment (Drambora)*, publiée conjointement par le Digital Curation Centre (Royaume-Uni) et le projet européen DPE (Digital Preservation Europe).

13. L'IISH s'était porté volontaire pour être un des sites test du projet DPE. Cf. www.digitalpreservationeurope.eu/annoncements/drambora

14. Le modèle de référence de l'OAIS (Open Archival Information System) parle de « communauté désignée » pour définir l'ensemble des utilisateurs finals d'un système. Ce concept de « communauté désignée » est fondamental pour le développement conceptuel de la conservation numérique et des dépôts numériques sécurisés et fiables.

et à la transparence du système d'indexation conçu pour remonter des sources et bases de données secondaires aux documents sources primaires.

Un système de veille intellectuelle pour les spécialistes de l'histoire économique et sociale

Il a jusqu'ici été question d'objectifs définis d'abord en fonction de la recherche, puis des besoins propres aux collections d'archives. Commandés par des perspectives et des situations de départ différentes, ces deux axes décrivent logiquement des trajets différents, quoique parallèles. Sur le fond, la numérisation de masse, l'archivage numérique et l'évolution de l'environnement de la communication savante suivent des trajectoires propres, essentiellement déterminées par les impulsions financières des programmes nationaux des TIC (technologies de l'information et de la communication) en matière de patrimoine culturel, de recherche et d'enseignement supérieur.

Pour exploiter les effets de synergie, il faudra nécessairement définir une vision commune des infrastructures et des services à prévoir pour les TIC, à partir de la convergence de ces trajectoires et de l'utilisation de technologies appropriées.

Quelles solutions techniques ?

Il pourrait être intéressant d'appliquer à « l'entreprise » de la recherche historique les solutions de veille économique retenues par les entreprises commerciales. Les technologies de veille économique¹⁵ sont conçues pour leur permettre d'arrêter leurs décisions en pleine connaissance de cause, et prendre ainsi l'avantage sur la concurrence. À partir des renseignements fournis par des indicateurs de l'environnement externe, elles arrivent à extrapoler les futures tendances de leur secteur commercial.

Dans une large mesure, les spécialistes d'histoire sociale et économique procèdent de la même façon : ils rassemblent des faits, des chiffres, des événements, des informations glanés dans des archives (papier) historiques, reprennent des données produites naguère par des bureaux statistiques, et construisent des bases de données fondées tout à la fois sur des informations exactes, des estimations

et des échantillons. Puis ils analysent ces bases afin de vérifier leurs hypothèses et de les préciser. Il faut pour cela que leurs bases de données intègrent quantité de variables différentes : aussi bien des indices de la performance économique (les salaires, par exemple) que des indications sur les compétences du capital humain (statistiques sur le niveau d'instruction et/ou de formation), sur les mesures destinées à protéger la propriété intellectuelle (variation à la hausse ou à la baisse du nombre de brevets déposés), etc. Ils doivent en outre énoncer les règles qu'ils ont retenues pour coupler et corréler les variables entre elles, dans l'idée de décrire les tendances et les évolutions caractéristiques de la période étudiée.

Au fil du temps, la création de nouvelles bases les amène à reprendre leurs résultats – et donc, nécessairement, leurs algorithmes de recherche. Ces derniers sont conservés dans la couche de logiciel du système de veille. Au fur et à mesure que les algorithmes se précisent, que les données utilisées s'enrichissent et gagnent en qualité, les systèmes de veille économique produisent des résultats de plus en plus satisfaisants. La couche de logiciel du système de veille intellectuelle (*research intelligence layer*) conçu pour l'histoire sociale pourrait intégrer des ressources spécifiques à la discipline, telles que la base de données Hisco¹⁶ sur les appellations professionnelles, et autres modèles de classification faisant autorité. Au niveau de l'interface utilisateur, des animations cartographiques et des systèmes HGIS (Historical Geographical Information Systems) permettent de visualiser la dimension temporelle (historique) et spatiale (géographique).

Grâce au rythme soutenu de la numérisation et à la mise au point de logiciels de reconnaissance intelligents, il va devenir plus facile d'intégrer aux bases de données des ensembles documentaires récemment scannés (registres d'état civil, cadastres, journaux, etc.), et de se passer de la consultation manuelle des fonds d'archives et de bibliothèque. En même temps que les solutions d'archivage numérique se généraliseront, les services d'authentification et de citation des sources fondés sur la mise en relation permanente de fonds documentaires, de bases de données et de sources primaires, viendront complètement automatiser le processus de la vérification scientifique : il suffira d'appuyer sur une touche. ●

Décembre 2007

Traduit de l'anglais par Oristelle Bonis.

15. Elles s'appuient sur une architecture permettant le regroupement des données (procédure ETL : Extract, Transform, Load), leur intégration (dans des entrepôts de données) à des fins d'exploration, de diffusion et d'exploitation (dans des mini-entrepôts, ou *datamarts*), en vue de produire des rapports d'analyse et des résultats immédiatement intelligibles via divers outils de visualisation (tableurs, graphes, etc.). Les tableaux de bord interactifs sont des outils de gestion de l'information utilisés pour suivre visuellement les flux à l'aide d'indicateurs clés. Ils affichent les données extraites de systèmes commerciaux disparates pour lancer des alertes, recommander une action, préciser les étapes du processus, résumer la situation de l'entreprise.

16. La base de données Hisco contient des dizaines de milliers de noms de métier en plusieurs langues, exercés dans divers pays du monde du xvi^e au xx^e siècle. <http://historyofwork.iisg.nl>

L'Institut international d'histoire sociale

Fondé en 1935 par le professeur Nicolaas W. Posthumus, qui avait déjà créé en 1914 les Archives d'histoire économique des Pays-Bas, l'International Institute of Social History (IISH)* est une des grandes institutions mondiales consacrées à la préservation et à l'exploitation des documents relatifs à l'histoire économique et sociale, particulièrement au monde ouvrier et à l'histoire des mouvements sociaux et des syndicats.

Historique

Si beaucoup de ces organismes sont nés de partis politiques, d'autres ont pour origine la volonté d'historiens ou de chercheurs : le Musée social du comte de Chambrun à Paris (1894), le Schweizerisches Sozialarchiv de Zurich, fondé en 1906 par le pasteur protestant Paul Pflueger peuvent être cités en exemple. Au sortir de la Grande Guerre, trois centres de documentation historiques avaient vu le jour : la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre ; la Hoover Institution on War, Revolution and Peace, située à Stanford et créée en 1919 par le futur président américain, ainsi que l'institut Marx-Engels de Moscou, qui, dès 1921, sous l'égide de David Ryazanov, avait commencé à collectionner de façon systématique les documents ayant trait à l'histoire du mouvement socialiste. À eux trois, ces instituts ont permis la conservation d'une très grande partie de l'histoire ouvrière des XIX^e et XX^e siècles. C'est dans ce contexte qu'apparaît, le 25 novembre 1935, à Amsterdam, l'Institut international d'histoire sociale. L'augmentation croissante des fonds des Archives d'histoire économique des Pays-Bas rendait nécessaire la création d'un second service, dédié aux mouvements sociaux. En outre, la situation politique de l'Europe, où certains pays se retrouvaient sous l'emprise de régimes autoritaires, rendait urgente l'organisation d'une opération de sauvetage des documents susceptibles d'être confisqués, voire détruits par ces régimes. Les Pays-Bas, alors neutres,

semblaient les mieux placés pour mettre en œuvre cette initiative.

Avec l'aide financière de la « Centrale », une compagnie d'assurances issue du milieu social-démocrate néerlandais, ainsi que de la municipalité d'Amsterdam qui fournit le bâtiment, Posthumus fonda une institution capable d'accueillir ce genre de documents.

Entre 1935 et 1940, la priorité fut de sauver le plus de documents possible en Europe. Ainsi, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, l'IISH réussit-il à extirper d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne, d'Italie et d'ailleurs, des archives et des ouvrages menacés par le nazisme, le fascisme ou le stalinisme. S'y ajoutèrent des collections de documents privés d'émigrés italiens, espagnols, russes ou autres.

La succursale française, installée rue Michélet à Paris, était présidée par Alexandre-Marie Desrousseaux (plus connu sous le nom d'Alexandre Bracke), député socialiste du Nord et vice-président de l'Assemblée nationale. Son directeur était Boris Nicolaievski et son secrétaire général, Boris Souvarine.

Annie Adama van Scheltema-Kleefstra, première bibliothécaire de l'IISH, joua un rôle fondamental dans le sauvetage de nombre de ces documents. Sa ténacité et son courage permirent par exemple la sortie en fraude du territoire autrichien de manuscrits de Bakouline, juste avant que les nazis marchent sur Vienne en mars 1938. À la même époque, des ouvrages et des fonds d'archives provenant des mencheviks et des sociaux-révolutionnaires ayant fui la Russie furent également déposés à Amsterdam. Les archives du CNT (Confederación nacional del trabajo) et du FAI (Federación anarquista ibérica), furent apportés à la filière parisienne de l'IISH en mai 1939, quelques semaines seulement avant que Franco soumette les dernière régions républicaines du nord de l'Espagne.

Après la guerre, l'IISH, durement éprouvé par l'Occupation, n'avait plus les moyens de reconstituer sa succursale française et décida de l'abandonner. En effet, après le 5 mai 1945, la situation semblait catastrophique. Il fallut à peu près dix ans à l'IISH pour reprendre ses activités.

Les ressources

L'IISH avait pour but initial de se mettre au service des militants et des chercheurs. C'est toujours le cas puisque ces derniers peuvent consulter près de 3 000 fonds d'archives et plus d'un million de livres, ouvrages et périodiques, sans oublier les collections iconographique, audiovisuelle et sonore et en particulier des affiches, photographies, bannières, cassettes audio et vidéo.

On retrouve également les archives d'anarchistes et anarcho-syndicalistes espagnols du temps de la guerre civile de 1936 ; les archives de Jules Guesde, Filippo Turati, Sylvia Pankhurst ou Emma Goldman, ainsi que les documents de la Première, Deuxième et Quatrième Internationale. Avec Max Nettlau, Pierre Ramus, Auguste Hamon, Ugo Fedeli et bien d'autres, l'IISH possède le fonds d'archives d'anarchistes le plus important au monde.

Parmi les collections non européennes, signalons notamment celles sur les mouvements communistes de Turquie, d'Iran, d'Égypte, du Soudan, d'Asie du Sud, et celles sur le mouvement étudiant à Pékin de la fin des années 1980.

En outre, les archives des mouvements modernes de gauche des Pays-Bas, d'Allemagne, de France, du Royaume-Uni sont très fournies, ainsi que celles des « nouveaux mouvements sociaux » néerlandais et allemands.

L'IISH est également le dépositaire de plusieurs organisations internationales telles l'Internationale socialiste, la Confédération internationale des syndicats libres, la Confédération syndicale européenne, la War Resisters International et depuis peu, Amnesty International, ainsi que de tous les partis politiques de gauche et des principaux syndicats des Pays-Bas.

Ressources en ligne

Depuis 1996, l'IISH alimente quotidiennement ses pages internet. On y trouve une foule de documents : catalogues en ligne, instruments de recherches, bibliographies, documents d'archives, forum de discussion, ainsi que de nombreuses expositions virtuelles. Par ailleurs, la recherche prend désormais une part importante du site de l'IISH. On peut notamment y retrouver des informations concernant la Conférence européenne sur l'histoire des sciences sociales (ESSHC), qui a lieu tous les deux ans au sein même de l'IISH.

* En néerlandais : Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, IISG. Site : www.iisg.nl